

PREFECTURE DES COTES D'ARMOR

DIRECTION  
DES COLLECTIVITES LOCALES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT

	INFO	AVIS	COPIE	EXEC	ARCH
DIR					
SPA					
OSV22					
Reçu le					
HA					
IC					

30 JUIL. 1999

N°

ARRETE

portant autorisation d'une installation classée  
pour la protection de l'environnement

Le Préfet des Côtes d'Armor  
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour son application ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 29 février 1992 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages porcins de plus de 450 porcs de plus de 30 kg soumis à autorisation sous la rubrique n° 2102 de la nomenclature ;
- VU l'arrêté préfectoral du 1er juillet 1996 modifié le 15 janvier 1999 portant approbation et mise en oeuvre des programmes de résorption d'excédents d'azote d'origine organique ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 décembre 1997 établissant les programmes d'action à mettre en oeuvre pour la protection des eaux contre les pollutions par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le récépissé de déclaration du 7 mars 1991 délivré à M. Jean-Noël LE BRIS pour l'exploitation à LANISCAT au lieu-dit « Rosquelfen » d'un élevage de 220 veaux de boucherie ou bovins à l'engrais ;
- VU l'arrêté préfectoral du 8 mars 1993 autorisant l'E.A.R.L LE BRIS à exploiter à LANISCAT au lieu-dit « Rosquelfen » un élevage de 1 603 porcs de 30 kg avec un post-sevrage de 490 places ;
- VU la demande présentée par l'exploitant, et le dossier modificatif, en vue de la régularisation de la situation administrative à cette adresse de 20 places maternité 98 places gestantes-verraterie, 596 places engraissement avec un post-sevrage de 270 places, et la création de 17 places gestantes-verraterie, 456 places engraissement avec un post-sevrage de 360 places, en extension de l'élevage autorisé susvisé, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des conseils municipaux de SAINT-GELVEN (du 13 mars 1998), PLELAUFF (du 25 avril 1998), et LANISCAT (du 18 mai 1998) ;
- VU les avis des chefs de services départementaux des Affaires Sanitaires et Sociales, de l'Agriculture et de la Forêt, de la Protection Civile émis respectivement les 11 août 1998, 30 avril 1998 et 17 mars 1998 ;
- VU les rapports de M. l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 26 novembre 1998 et 19 mai 1999 ;
- VU les avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène le 29 janvier 1999 et le 15 janvier 1999 ;
- VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

REPUBLIQUE FRANCAISE  
Liberté Egalité Fraternité

2-5-3 l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu sec et pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

2-5-4 les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2-5-5 installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir en permanence un débit de 1 000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m<sup>3</sup> conformément à la circulaire ministérielle n°465 du 10 décembre 1951.

### ARTICLE 3 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

### ARTICLE 4 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

### ARTICLE 5 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

### ARTICLE 6 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de LANISCAT pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'E.A.R.L LE BRIS.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'E.A.R.L LE BRIS dans deux journaux d'annonces légales du département.

### ARTICLE 7 -

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté préfectoral du 8 mars 1993.

Le présent arrêté abroge et remplace le récépissé de déclaration du 7 mars 1991 dès la mise en service du projet relatif à l'élevage porcin.

**- ARRETE -**

**ARTICLE 1er -**

L'E.A.R.L LE BRIS demeurant à LANISCAT au lieu-dit « Rosquelfen » est autorisé à exploiter à cette adresse, conformément aux plans annexés à la demande, un élevage de 2 790 porcs de plus de 30 kg avec un post-sevrage de 1 120 places comprenant :

- élevage existant :	52	places maternité,
	177	places gestantes-verraterie,
	1 374	places engraissement avec un post-sevrage de 490 places,
- élevage régularisé :	20	places maternité,
	98	places gestantes-verraterie,
	596	places engraissement avec un post-sevrage de 360 places,
- élevage à créer :	17	places gestantes-verraterie,
	456	places engraissement avec un post-sevrage de 360 places,

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous réserve du respect des prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et de celles définies dans les articles ci-après.

**ARTICLE 2 - Prescriptions particulières :**

2-1 l'effectif porcin maximum en présence simultanée ne devra pas dépasser 364 reproducteurs (truies, verrats, cochettes) et 2 426 porcs charcutiers.

2-2 l'effectif porcin moyen annuel ne devra pas dépasser 350 reproducteurs (truies, verrats, cochettes). Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées des justificatifs permettant de vérifier cette prescription (bilans comptables, gestion technique...).

2-3 les porcs qui ne seront pas engraisés dans l'élevage feront l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (engraisseur, groupement...). Si le pétitionnaire fait engraisser des porcs à façon, il devra s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

2-4 alimentation biphase :

2-4-1 l'alimentation biphase sera mise en place dans un délai de six mois à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

2-4-2 le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (factures,...) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.

2-4-3 en cas de non respect des normes « biphase CORPEN » le pétitionnaire devra soit réduire sa production en fonction du plan d'épandage, soit présenter un complément d'épandage ou un autre moyen d'élimination des déjections en rapport avec la quantité d'azote organique produite.

2-5

2-5-1 les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M 3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

2-5-2 l'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

ARTICLE 8 -

**Délai et voie de recours** (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 9 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,  
Le Sous-Préfet de GUINGAMP,  
Le Maire de LANISCAT,  
L'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à l'E.A.R.L LE BRIS pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de SAINT-GELVEN, PLELAUFF, GOUAREC, LESCOUET-GOUAREC, PERRET et SAINTE-TREPHINE pour information.

SAINT-BRIEUC, le **30 JUIL. 1999**  
LE PREFET,

*Pour le Préfet  
Le Sous-Préfet  
Directeur du Cabinet*

*Jacques WITKOWSKI*

*Pour copie certifiée conforme  
l'Attaché, Chef de Bureau*



**Christian RAYMOND**

